

# Le grand **débat national**

Réunion publique du 11 février 2019

Salle André Raynoird Romagnat

Animation du débat par Monsieur Daniel TAURAND, commissaire enquêteur

INTRODUCTION :

Rappel du contexte du débat

Présentation des principaux éléments de la charte relative au GRAND DEBAT NATIONAL

## 1- TRANSITION ECOLOGIQUE

Présentation du contexte général de la question écologique, des enjeux de la transition énergétique.

Remarque préalable relative à la participation jugée faible et donc non représentative estimée 100 pers max présentes X 2 en comptant des contributions par internet.

Pourquoi la date de ce jour n'apparaît elle pas sur la plate-forme : le site ne fonctionne pas normalement. La presse joue un rôle en matière de communication. Remarque sur les affiches posées en ville et recouvertes de propos déplacés.

Question1.

Question2.

Question3.

Sur la représentativité des participants ; chacun peut s'exprimer surtout en cas de difficultés

Signalement sur la sécheresse en Australie

Toutes les priorités sont importantes ; pour les impacts il est noté la question des allergies liées à l'environnement

Le plus important : TOUT, surtout le changement climatique, problème des énergies fossiles qui vont s'épuiser à plus ou moins long terme. Inventer un nouveau système est indispensable. Les pays riches comme la France doivent donner l'exemple en la matière.

La question du changement climatique est la question fondamentale. Il manque un préambule. Quid du Grenelle de l'environnement qui date de 10 ans : pas de bilan de l'isolation des bâtiments.

Le dérèglement climatique est la priorité. Pour le court terme : modifier le mode de consommation, pour le long terme, c'est le projet de société qui est à revoir. Les enjeux de société et de civilisation sous-tendent ces problématiques écologiques.

Quels impacts personnels : sur la question du transport.

Il ne faut limiter le débat au changement climatique : il faut s'y mettre au niveau planétaire, comment faire sans les Etats-Unis, le Brésil... Idem pour la biodiversité. Les solutions françaises ne bénéficieront qu'aux Français mais ne peuvent pas avoir d'impact planétaire. Sur le GLYPHOSATE, l'abandon des produits dangereux est une priorité.

Page2 il est noté que les énergies fossiles sont la source de la production de CO2. Comment remplacer ces énergies fossiles ? aucune solution n'est proposée : la solution hydraulique (grands barrages) est saturée pas de solution nouvelle.

Les solutions alternatives : 100 000 éoliennes, la surface d'un département pour le photovoltaïque, elles sont donc irréalistes. La transition écologique doit aussi et surtout rimée avec transition énergétique pour limiter la production de CO2 d'origine humaine.

Les choix doivent être faits au niveau mondial, mais chaque citoyen est aussi libre de ses choix individuels : logement, alimentation, déplacement. La sensibilisation et l'éducation doivent être une priorité.

Question4.

Question5.

Question6.

Question7.

C'est en effet notre affaire là où on vit ; des solutions de proximité peuvent être proposées : covoiturage, navette électrique, moduler les prix des transports en commun en fonction des revenus, moduler les aides à la rénovation des logements, protéger les terres agricoles. Les solutions locales sont importantes.

Les solutions existent : le bus, les motos électriques, le prix du photovoltaïque est le plus bas. Les scénarii comme Négawatt se développent. Il faut aussi s'intéresser aux pays les moins polluants et s'inspirer des modèles qui fonctionnent.

Il faut s'intéresser aux arbres fruitiers (en planter en ville) et aux solutions de transformation des voitures comme alternative au remplacement systématique.

L'énergie la moins chère est celle qu'on ne consomme pas. On puise chaque année dans les ressources de la planète. La courbe actuelle du réchauffement nous amène rapidement vers la fin de l'humanité.

Les transports ne coutent pas suffisamment cher. Le coût du transport devrait intégrer les conséquences écologiques au niveau local et international. La comparaison des biens importants d'Asie et les biens fabriqués en France est faussée car l'impact écologique du transport n'entre pas dans les coûts réels des biens.

Les économies d'énergie pourraient passer par des mesures de rigueur sur les consommations : lumière, climatisation...

Les aides pourraient être accordées en fonction quotient familial plutôt qu'en fonction des revenus.

Sur la communication il y a un déficit : les productions solaires ne sont pas assez connues.

La prise en compte de l'impact carbone dans le transport international n'est pas assez forte. La France ne se protège pas assez du fret international qui traverse le territoire sans contre-partie ; il faut travailler la question du fret ferroviaire, du fluvial qui représentent des solutions durables.

Attention aux fausses bonnes idées qui contribuent à dégrader la situation sur les lieux de production. Quid de la pile à combustible qui n'est pas assez valorisée.

Quel rôle des entreprises et des producteurs ? le questionnaire n'aborde pas la question.

Les lobbys sont très puissants et font que certaines découvertes ou technologies ne sont pas développées.

Remarque sur les packagings imposés, sur l'obsolescence programmée : les pouvoirs publics ont des marges de manœuvre dans ces domaines pour accentuer les contrôles et imposer des normes.

Remarque sur le lobby des fabricants automobiles qui poussent au renouvellement du parc plutôt qu'à des solutions moins coûteuses.

Développer les filières de réparation. On jette plus qu'on ne répare.

On remarque beaucoup de contradictions : exemple du diesel qui consomme moins mais qui génère des particules fines. Idem pour le nucléaire. Des solutions ressemblent à des actions de bonne conscience. Quel équilibre à établir entre modèle de société idéal et écologique et pouvoir d'achat.

La solution est évidemment mondiale. L'expérience est négative car avec la COP 21 on avait avancé, depuis on a sans doute reculé.

Question8.

Question9.

Question10.

Pistes cyclables à améliorer pour développer les transports non polluants. Localement la pratique du vélo est très dangereuse.

La piste à combustible n'est pas non plus une solution car elle pose un problème de stockage et de provenance des matériaux ; des innovations existent : le vélo AUDI par exemple...

D'une manière générale, les 2 roues consomment moins que les 4 roues.

Un appel contre les entreprises et artisans qui interviennent chez les locataires sans trouver de solution durable.

Remarque sur le transport ferroviaire : développer une politique d'offre plutôt que d'attendre la demande.

Remarque sur la liaison ferroviaire entre Paris et Clermont : traitement inéquitable du territoire national. L'aménagement du territoire n'existe pas. La France est coupée en deux. Une zone est privilégiée, l'autre est laissée à l'abandon des pouvoirs publics. Une politique d'investissement est nécessaire. Une ligne TGV à travers le massif central serait une solution de rééquilibrage.

Le ferroviaire est une solution. Les bus « MACRON » n'ont rien arrangé car ils ont augmenté le trafic. L'état des voies ferroviaires secondaires est trop vétuste.

La transition écologique représente 40 Mds d'euros mais seulement 17 Mds vont effectivement dans cette action. Beaucoup de contradictions dans les aides accordées : plafonnement des critères de revenus. Interdiction des chaudières au bois dans certains secteurs.



Question11.

Question12.

Question13.

Question14.

Origine étymologique commune entre écologie et économie qui fait référence à la bonne gestion du foyer. Les actions locales comme les récoltes partagées ou les jardins citoyens sont à développer.

Comment passer de ces micro-projets à des actions plus globales ?

Remarque sur les taxes : le mouvement des gilets est une réponse qui en dit long sur les marges de manœuvre en la matière...

La périurbanisation est la cause de beaucoup de problèmes de transports et de pouvoir d'achat.

Beaucoup de personnes habitent loin de leur lieu de travail. C'est un modèle de société à repenser.

Il faut aussi penser au problème du chômage : la transition énergétique doit aussi être regardée à travers ses conséquences ou ses enjeux en termes d'emploi tant sur le plan national que sur le plan international. Financement public dans la R&D dans ces domaines et dans l'achat d'équipements fabriqués localement.

Question sur une dictature verte : comment faire changer les comportements, comment mettre l'écologie au centre des débats ? Question sur la place des arts sur ces questions.

Des solutions anti gaspillage sont à étudier.

Les logiques de pollueurs/payeurs doivent être améliorées pour valoriser davantage les choix écologiques : aider les agriculteurs vertueux sur le plan écologique et taxer les autres. idem au niveau des entreprises.

La production de gaz à effet de serre est favorisée par nos modes de consommation.

Beaucoup d'entreprises captent les crédits d'impôt par opportunité.

Question15.

Imaginer des systèmes agricoles durables, y compris à travers les accords commerciaux qui ne devraient pas intégrer les produits alimentaires.

Réduire la consommation de produits chimiques : forte inégalité sociale sur l'accès aux produits de qualité bio, sans produits chimiques à cause des prix.

Question16.

Question17.

Remarque sur la communication faite sur des solutions pas assez claires : dispositifs très compliqués et changeant souvent. L'instabilité des dispositifs et des politiques publiques freinent leur efficacité.

Il faut sans doute faire envie plutôt que de contraindre. Convaincre.

Le pouvoir politique est sans doute trop faible par rapport au pouvoir économique. Un sentiment de pessimisme face à ce constat.

Nouvelle contradiction : la question de l'eau. Le développement de la culture du maïs en France alors que le climat et le mode de vie ne sont pas en rapport avec ce type de culture.

## 2- ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Question1.

Question2.

Question3.

Question4.

Question5.

L'Etat doit garder un rôle important pour l'équilibre des territoires.

En 10 ans, les échelons régional et de l'intercommunalité ont évolué sans l'adhésion démocratique : le citoyen a été éloigné de ces nouveaux centres de décisions et de compétences.

Les régions n'ont pas beaucoup de sens. Aucune cohérence possible du pilotage politique à cette échelle qui réunit des territoires trop différents et trop éloignés les uns des autres.

Le fait intercommunal est positif et cohérent par rapport aux besoins et aux activités des habitants d'un même bassin de vie.

Trop de parlementaires.

La décentralisation a eu des effets pervers : beaucoup de strates ont été créés sans jamais en supprimer.

Les compétences du département pourraient sans doute être réparties entre régions et communes.

Les collectivités à conserver : communes et intercommunalité.

La création des grandes régions est une grande erreur. Elle aurait du être l'occasion de supprimer les départements. Elle a aggravé l'éloignement des citoyens. L'intercommunalité est une solution pour mobiliser les moyens et penser les politiques publiques sur le quotidien des populations. Elle doit correspondre à une nouvelle forme démocratique à travers le suffrage direct.

Les élus de terrains doivent rester des intermédiaires pour faire fonctionner la société.

Beaucoup d'organismes intermédiaires et beaucoup de doublons. La recherche d'efficacité passe par la suppression des doublons.

L'ouverture des institutions et lieux de décision à la représentation citoyenne y compris aux chômeurs.

Problème de l'accueil physique des services publics : l'informatisation a diminué l'aspect humain attendu des services publics.

Question6.

Question7.

Question8.

Question9.

Question10.

Tout n'est pas possible sur la commune ; il faut souvent aller jusqu'à Clermont-Ferrand, l'internet n'est pas une réponse suffisante. Parfois beaucoup d'attente comme à la Sécu Sociale.

L'exemple des maisons médicales devrait servir de modèle à la création de maisons des services publics à 15 km maxi de chaque citoyen.

La dématérialisation doit être un moyen d'accorder du temps à ceux qui n'ont pas accès à ces services mais pas un argument pour fermer des guichets ou des services.

La dégradation de la relation entre les citoyens et l'administration est ancienne. La baisse de la dépense publique entraîne la fermeture des services publics considérés comme non rentables. L'Etat a abandonné les territoires. Les impératifs financiers ont entraîné trop de décisions négatives sur l'organisation des services publics.

Le citoyen n'est pas concerté sur le niveau de service public souhaité, sur le mode de société. Les questions et leurs enjeux de société ne sont pas posés. Elles pourraient l'être sous forme de référendum local pas exemple.

Le coût écologique réel du numérique est sans doute beaucoup plus important que le coût humain de la fermeture des services publics.

Remarque sur une vision de gabegie et de mauvais choix entre économies à court terme et dépenses à long terme.

Remarque sur un problème de responsabilité : grande difficulté pour identifier les interlocuteurs ou les responsabilités. Certains sites internet sont illisibles ou difficiles d'accès.

Difficultés pour faire les pièces d'identité sur place au niveau communal.

Création d'un service public itinérant pour plus de proximité : les facteurs développent des services intéressants. Idée à développer

Question11.

Question12.

Il y a beaucoup trop d'attente pour toujours plus de services publics. La dette doit nous amener vers une réduction des services publics. Il faut davantage prendre conscience de la réalité économique pour réduire les services publics et en diminuer les coûts ; sinon c'est la dette laissée à nos enfants qui continuent d'augmenter.

Trop de commissions et d'instance technocratiques. Il faut des moyens en relation directe avec les besoins de l'utilisateur : personnel soignant par exemple. La réduction de la dette se fait trop à travers la suppression de postes utiles. Ce constat entraîne une perte de confiance envers les politiques.

Question13.

Question14.

Question15.

Question16. Renvoi à des réponses individuelles

Question17.

Question18.

Question19. L'autonomie des collectivités ne doit pas se faire aux dépens de l'équité territoriale. Attention de ne pas confondre autonomie et arbitraire

Question20. Remarque sur la gestion du personnel dans les universités pas assez basée sur les compétences

Question21.

Question22.

Faire les bilans des actions publiques n'est pas assez dans la culture de l'administration. Le suivi, l'analyse doivent précéder le questionnement des citoyens.

Les passerelles entre privé et public doivent être plus nombreuses pour dynamiser l'administration et pour la simplifier.

Beaucoup d'opérations se heurtent à des procédures très lourdes, très longues. Il y a sans doute à changer l'organisation et la structure de l'administration.

Au-delà des 2 réunions certaines choses n'ont pas été abordées : le chômage, le vieillissement, la fin de vie dans la dignité.

D'autres sujets n'ont pas été abordés : le handicap, la perte d'autonomie.